



Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique,
Développement Durable,
Environnement,
Biodiversité,
Technologies Vertes,

Energie, Climat, Transports,
Infrastructures,
Risques Naturels,
Risques Technologiques,
Equiperment, Logement,

Urbanisme,
Aménagement du Territoire,
Solidarité entre les
Territoires,
Renouvellement Urbain, Mer

FOcus PLF 2026: Ses effets potentiels sur le pôle METTL L'essentiel en 8 points

1- Evolution du schéma d'emplois (suppressions de postes) : -406 ETP / 484 hors DGAC

-216 ETP sur le programme 217
(services ministériels et DDI)

-268 ETP chez les opérateurs

+78 ETP pour la DGAC

→ **Reprise des baisses massives pour la deuxième année à la hauteur des heures supplémentaires réalisées gratuitement chaque année par les agents pour « garder le navire à flot ». La souffrance au travail devra-t-elle doubler pour continuer ?**

2- Evolution des plafond d'emplois (intégrant les transferts de périmètre et corrections techniques) :

→ **Services ministériels et DDI** = 34 243 ETPT, soit -316 ETP

→ **Opérateurs** : 22974 ETPT soit -172 ETPT (mais suppressions de postes encore supérieures pour régler la note des années précédentes, cf données sur les schémas d'emplois)

Les plus touchés :

CEREMA -25 (-48 en suppressions d'emplois totales)

VNF -40

IGN -17

OFB -14

Agences de l'Eau -12

ANCT -30

→ **DGAC** : 10 561 ETPT

→ **Avec ce projet de budget, on franchit la barre des 10 000 ETPT perdus par le pôle ministériel depuis le début des années 2010. Rassurons-nous, nos actuels ministres ont de bonnes idées pour se débarrasser du double en beaucoup moins de temps (suppression du réseau routier national, transfert de missions aménagement/logement, transfert des effectifs des DDI sur le budget du MI).**

3- Masse salariale : une « augmentation » ridicule de 0,3 % (+ 9,7 M€) quand l'inflation 2026 sera de l'ordre de 2 %.

- La moitié de cette enveloppe consommée par des surcoûts liés à l'accompagnement de la précarisation des recrutements.
- Aucune enveloppe prévue pour l'accompagnement des restructurations...cela équivaut-il à un engagement « zéro restructuration » ou « zéro accompagnement ? ».
- Aucune mesure catégorielle donc aucune revalorisation indemnitaire (ni indiciaire), pas de plan de requalification, pas de projet statutaire...au moins il n'y aura pas de jaloux !

→ **Rien que sur la période « post COVID », le projet de budget 2026 nous propose de perdre 15 % de pouvoir d'achat, dans un contexte où les agents malades sont punis, où les agents en haut de grille n'ont plus de GIPA, où le coût de la PSC pour les familles mono-parentales a triplé. FO-Fonction publique a porté la nécessité d'une autre politique salariale devant l'assemblée nationale et auprès du Premier ministre. FO/METTL propose de transposer la dynamique salariale de la « catégorie A++ » (+14 % entre 2022 et 2024) aux catégories C-B-A.**

4- Crédits de fonctionnement : une stabilité relative quand les coûts augmentent et les priorités imposées aussi

- P217 hors titre 2 : 231,2 M€ en AE (contre 267,3 M€ en 2025)
- Priorités imposées : rationaliser l'immobilier + numérique.

→ **Les agents d'administration centrale à qui l'on promet « des locaux plus accueillants et plus confortables » ne seront pas dupes du fait que cela cache le respect de la circulaire Borne sur la « rationalisation de l'immobilier de l'Etat ». Pour quasiment la totalité des autres agents des services ministériels et des DDI, il faudra aller pleurer des crédits auprès du ministère de l'Intérieur.**

5- Action sociale : un maintien dans un contexte de coûts qui explosent...

→ Restauration collective : un budget sous-dimensionné

+2,5 M€ de dépenses en 3 ans
Seulement +0,2 M€ en 2026

→ Risque majeur de rupture de financement en cours d'année, les restos administratifs deviennent impossibles à soutenir sans abondement.

→ Arbres de Noël & Crédits d'Initiative Locale : un gel dangereux

40 € par enfant → montant figé depuis des années, irréaliste en 2026
Crédits CIL : 1 M€ consommé → aucune revalorisation malgré la demande du terrain

→ Impact direct sur la cohésion et le lien social dans les services.

→ Une action sociale qui pourrait être alignée vers le haut

Comparaisons 2021 (par agent) :
MTE : 487 €
Agriculture : 622 €
Finances : 789 €

→ Une grande marge de progression existe...FO exige une revalorisation immédiate et pluriannuelle.

→ Une action sociale qui ne suit plus les coûts réels

Le ministère revendique un ratio maintenu...mais les prix augmentent plus vite que les crédits.

→ C'est ainsi le cas concernant les subventions aux partenaires associatifs comme le CGCV qui ne pourront engager des investissements lourds nécessaires à la rénovation ou à la mise en conformité des centres et de poursuivre la modernisation de leurs infrastructures.

6- Prévention des risques professionnels : de quoi financer juste les obligations de l'employeur ?

Le budget total de 3,2M€ est en légère hausse par rapport à 2025 (3,1M€), affecté en majeure partie à des dépenses obligatoires.

→ Pour faire mieux il faudrait plus...mais il n'y a pas !

7- Handicap : budget maintenu...outils fragilisés

Le budget de 0,3M€ issu de l'accord sur le handicap signé par FO est prolongé, crédits abondés par les

crédits du FIPHFP dans la limite de 2,5M€. Suffisant pas sûr...

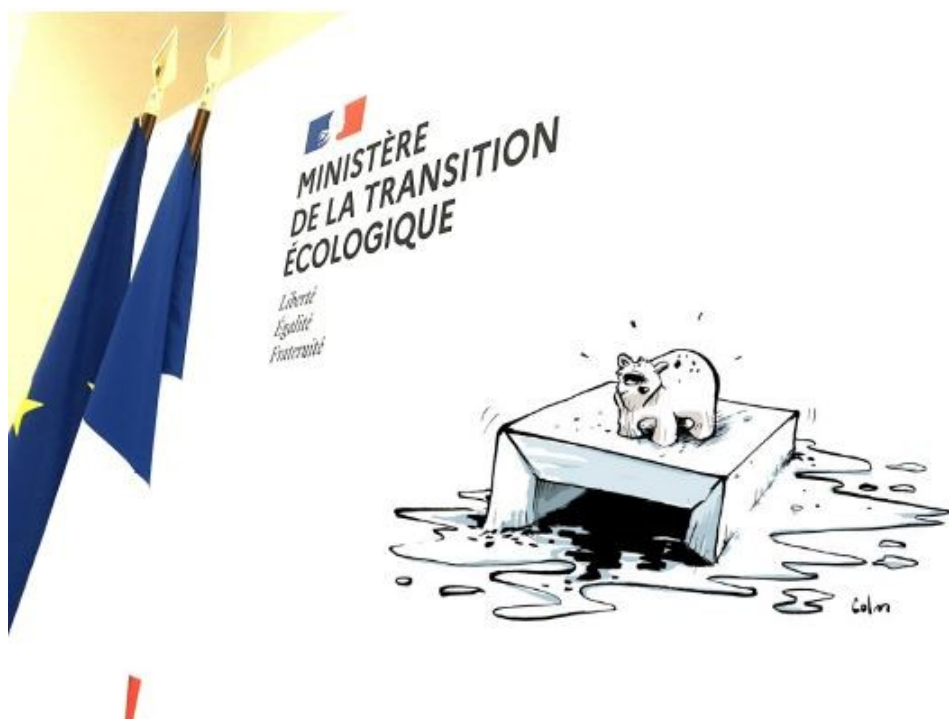
→ Mais sur le sujet du handicap, tout ne se mesure pas en euros !

8- Formation : budget maintenu...outils fragilisés

Une relative stabilité du budget par rapport à 2025, mais quelle part réservée aux formations obligatoires « appropriation de la transition écologique » au détriment des autres formations ? Et quels seront les moyens des services pour financer les déplacements ? A moins que le « tout distanciel » ne s'impose ?

Pendant ce temps là, le CMVRH continue à traverser des turbulences et les écoles perdent des effectifs (-2 pour ENPC et ENTPE, et -7 pour l'ENAC).

→ **Sans volontarisme au niveau politique, notre outil de formation continuera sa dilution !**



FEETS FO

Fédération de l'**E**quipement, de l'**E**nvironnement, des **T**ransports et des **S**ervices **FORCE OUVRIERE**
46 rue des petites écuries 75010 Paris

✉ contact@feetsfo.fr

💻 www.feetsfo.fr

☎ 01 44 83 86 20 (/22)